



## Arrêt

**n° 49 393 du 12 octobre 2010**  
**dans l'affaire x / I**

**En cause : x**

**Ayant élu domicile : x**

**contre:**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRESIDENT DE LA I<sup>ère</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 30 septembre 2010 par x, qui déclare être de nationalité togolaise, contre la décision de l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 15 septembre 2010.

Vu les articles 51/4 et 39/77 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 7 octobre 2010 convoquant les parties à l'audience du 12 octobre 2010.

Entendu, en son rapport, S. BODART, président.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante et R. MATUNGALA-MUNGOO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

#### **« A. Faits invoqués**

*Vous déclarez être de nationalité togolaise, d'origine ethnique kotokoli, de religion islamique et sans affinité politique. Lors de votre arrivée sur le territoire belge, le 25 août 2010, vous avez été intercepté à l'aéroport de Zaventem et ayant constaté le caractère frauduleux des documents avec lesquels vous voyagez, vous avez été placé en centre fermé au centre 127 de Melsbroek. Le jour même, vous avez introduit une demande d'asile basée sur les faits suivants.*

*En 2009, vous avez fait la connaissance d'une jeune fille et en janvier 2010, vous avez entamé une relation amoureuse. Vous vous rencontriez la nuit car son père était un fanatique islamiste très strict.*

*Vous vous rencontriez dans la rue sauf une seule fois où vous vous êtes retrouvé chez vous et où vous avez eu des rapports sexuels. En août 2010, votre amie vous a fait part du fait qu'elle était enceinte et qu'elle avait été contrainte sous la pression de donner votre nom à son père; elle vous a alors conseillé de quitter le pays. Le lendemain soir, vous l'avez fait appeler afin de pouvoir lui dire au revoir mais vous avez été surpris par un de ses frères qui vous a menacé. Vous avez alors pris la fuite et, une fois arrivé à Lomé, vous avez rencontré un libanais dans une mosquée et vous lui avez expliqué votre situation. Celui-ci a alors entrepris les diverses démarches pour vous faire quitter le pays par voie aérienne en date du 24 août 2010.*

*Vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile des craintes émanant du père de votre amie ainsi que des craintes émanant de votre père qui ne vous a jamais manifesté d'amour.*

## **B. Motivation**

*Il n'est pas possible de vous reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. En effet, il ressort de vos déclarations que vous craignez d'une part votre père et à cet égard vous invoquez le fait qu'il ne vous a jamais porté d'amour paternel, qu'il ne vous a jamais fait établir d'acte de naissance et qu'il ne vous a pas fait scolarisé. A la question de savoir si concrètement vous avez eu des ennuis avec lui, vous répondez par la négative et à savoir ce qu'il vous arriverait avec votre père en cas de retour au pays, vous déclarez « ce serait comme avant, il n'y a pas d'amour, il ne va pas me faire grand-chose, je ne pourrais pas vivre avec lui » (audition du 02 septembre 2010 pp. 6 et 7 ; audition du 09 septembre 2010 p. 4). Vous n'invoquez aucune persécution ni aucune crainte de persécution de la part de votre père. Cet élément n'est donc nullement rattachable à la Convention de Genève qui prévoit la possibilité d'une protection pour toute personne ayant une crainte fondée de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou ses opinions politiques.*

*D'autre part, vous invoquez des craintes vis-à-vis du père de votre amie car vous êtes l'auteur de sa grossesse (audition du 02 septembre 2010 p. 6 ; audition du 09 septembre 2010 p. 4). A les supposer établies – ce qui n'est pas le cas au vu des éléments relevés ci-dessous – les accusations portées contre vous ne se rattachent pas davantage à l'un des critères repris dans la Convention de Genève, à savoir l'existence d'une crainte fondée de persécution, en raison de la race, de la religion, de la nationalité, de l'appartenance à un certain groupe social ou d'opinions politiques. En effet, les accusations dont vous faites l'objet (avoir fréquenté une jeune fille et l'avoir mise enceinte) relèvent du droit commun et ne peuvent s'apparenter à une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève pour l'un des motifs susmentionnés. De même, les menaces dont vous feriez l'objet de la part de la famille de votre amie s'apparentent à un conflit de nature privée et ne relèvent pas de l'un des critères de la Convention de Genève.*

*Par ailleurs, vos déclarations ne permettent pas non plus de conclure à l'existence, dans votre chef, d'un risque réel de subir des atteintes graves visées par l'article 48/4 de la loi sur les étrangers (Loi du 15 décembre 1980) et relatif à la protection subsidiaire. En effet, il y a lieu de relever que vos déclarations sont demeurées imprécises sur les aspects fondamentaux de votre demande d'asile de sorte qu'aucun crédit ne peut leur être accordé.*

*Ainsi, les faits que vous invoquez sont entièrement et directement liés à votre relation avec votre petite amie mais vos déclarations sont demeurées imprécises et générales sur elle et sur votre vécu pendant plusieurs mois avec elle. Tout d'abord, à la question de savoir quand vous avez fait connaissance avec elle, vous restez imprécis, invoquant la fin de l'année 2009 mais sans pouvoir établir le mois en question (audition du 09 septembre 2010 p. 4). Ensuite, lorsqu'il vous est demandé l'identité de cette jeune fille, non seulement vous prenez un certain temps avant de donner son prénom mais vous ne pouvez pas donner son identité complète (audition par l'Office des Etrangers du 27 août 2010, point 3.5 ; audition par le Commissariat général du 09 septembre 2010 p. 4). Vous pouvez certes dire qu'elle est d'ethnie kotokoli, que sa famille est originaire de Daoudé et qu'elle venait d'avoir 17 ans mais vous ne pouvez donner plus de précision à cet égard (audition du 09 septembre 2010 pp. 4 et 8). Invité à présenter cette jeune fille, vous invoquez quelques éléments de son physique (teint foncé, cheveux tressés sous un foulard, les dents du bonheur, le fait qu'elle soit plus petite que vous) et lorsqu'il vous est demandé d'autres aspects de cette jeune fille, vous vous limitez à dire qu'elle vous aime beaucoup et qu'elle aime les pommes (audition du 09 septembre 2010 p. 6).*

*En ce qui concerne sa famille et plus particulièrement son père envers qui vous avez des craintes, il apparaît une divergence importante à la lecture de votre dossier administratif. Ainsi, lorsque vous avez*

été intercepté par les forces de l'ordre à votre arrivée en Belgique, vous avez déclaré craindre ce monsieur car il est un militaire de haut rang (rapport de police du 25 août 2010) et devant les instances d'asile, vous déclarez qu'il est un fanatique islamiste, un marabout et qu'il n'a pas d'autre travail (audition par l'Office des Etrangers du 27 août 2010, point 3.5 ; audition par le Commissariat général du 09 septembre 2010 pp. 6 et 10). Placé devant cette divergence, vous invoquez une situation de tension et que vous ne saviez pas ce que vous disiez (audition du 09 septembre 2010 p. 10). Au vu de l'importance de cet élément qui est la base de votre demande d'asile et au vu de la différence existant entre les deux fonctions, il n'est pas vraisemblable que vous ayez pu vous tromper de la sorte. Quoi qu'il en soit, invité à parler de la famille de votre amie, outre le fait que son père est un fanatique islamiste, vous avez évoqué l'existence d'un de ses frères, de soeurs mariées mais vous n'avez pu dénombrer ses frères et soeurs, arguant qu'il avait beaucoup d'enfants. Vous n'avez rien pu ajouter d'autre sur sa famille (audition du 09 septembre 2010 pp. 7 et 8).

Alors que vous déclarez avoir entretenu une relation amoureuse avec votre amie depuis la fin 2009, même si vous ne voyiez pas régulièrement, vous devriez être à même de donner non seulement davantage d'informations sur cette jeune fille mais des informations plus spontanées également.

Aussi, vous déclarez avoir eu une seule relation sexuelle avec cette jeune fille, relation que vous situez aux alentours du 20 janvier 2010 (audition du 09 septembre 2010 p. 9) et vous n'apprenez sa grossesse qu'une semaine avant votre départ soit en août 2010 (audition du 09 septembre 2010 p. 10). A la question de savoir si durant ces mois, où vous continuez à la rencontrez, vous ne vous êtes jamais aperçu de rien, vous répondez par la négative et vous vous justifiez par le fait que c'était la première fois que vous alliez avec une femme (audition du 09 septembre 2010 p. 10). Dans la mesure où vous savez ce qu'est une femme enceinte et que vous en aviez déjà vu auparavant (audition du 09 septembre 2010 p. 11), il n'est pas vraisemblable que vous n'avez pas constaté le changement du corps de votre amie. Aussi à cet égard, non seulement vous ne pouvez dire à quel moment, votre amie elle s'est rendue compte qu'elle était enceinte mais à la question de savoir pour quelle raison elle ne vous a pas fait part plus tôt de cette nouvelle, vous déclarez dans un premier temps « je ne sais pas pourquoi elle l'a caché » et ensuite, lorsqu'il vous est demandé si vous lui avez demandé, vous répondez qu'elle ne vous l'a pas dit auparavant pour vous protéger, que vous croyez que c'est parce qu'elle n'a pas dit de suite à ses parents qui étaient le père de l'enfant qu'elle portait (audition du 09 septembre 2010 p. 10). Par conséquent, au vu du manque de cohérence et de constance de vos propos, le fait que vous soyez l'auteur de cette grossesse est également remis en cause.

De plus, à la question de savoir si actuellement vous êtes recherché au Togo, vous supposez que c'est le cas car vous avez fui quelque chose et que, pour cette raison, vous êtes sûr que le père de la jeune fille et ses hommes vont vous rechercher mais vous n'avez aucun élément concret en ce sens. Vous ignorez si l'oncle chez qui vous viviez a eu des problèmes suite à votre départ et vous n'avez pas essayé de la savoir et en ce qui concerne votre mère avec qui vous avez eu un contact téléphonique depuis votre arrivée en Belgique, vous ne pensez pas qu'elle a eu des ennuis car elle ne vous a rien dit (audition du 09 septembre 2010 p. 12). A cet égard, interrogé sur la possibilité pour vous de vous installer ailleurs au Togo, vous invoquez le fait que si la famille de votre amie va voir des marabouts (ce qui en soi est étonnant vu que vous avez déclaré que son père lui-même était marabout) vous ne pourrez échapper au sort qu'ils vont vous lancer. Cet élément se base toutefois juste sur des supputations de votre part car vous n'êtes pas en mesure de dire si effectivement un sort a été jeté contre vous (audition du 09 septembre 2010 pp. 12 et 13).

Enfin, lorsque la question de la protection des autorités togolaises est soulevée, vous alléguiez que le père de votre amie est marabout et qu'il a des relations auprès des autorités. Invité à en dire davantage sur ces relations en question, vous ne pouvez donner de réponses concrètes, invoquant la situation générale selon laquelle avant chaque élection vous voyez des autorités aller voir les marabouts (audition du 09 septembre 2010 p. 13).

Par conséquent, à supposer les faits établis – quod non en l'espèce – aucun élément de votre dossier ne permet d'établir que vous n'auriez pas pu vous installer ailleurs au Togo et le cas échéant, recourir à la protection de vos autorités nationales avec qui vous n'avez jamais eu d'ennuis (audition du 09 septembre 2010 p. 13).

Quant aux documents que vous avez déposés, ils ne sont pas de nature à renverser le sens de la présente décision. En effet, vous présentez une carte d'identité togolaise délivrée le 07 juillet 2009, un

*certificat de nationalité établi le 11 décembre 1998 et un jugement civil sur requête tenant lieu d'acte de naissance du 05 janvier 1998 (inventaire des documents déposés, documents n° 1, 2, 3). Ces documents attestent de votre identité et de votre rattachement à un Etat, lesquels ne sont nullement remis en cause par la présente décision.*

*Il en est de même en ce qui concerne le relevé de notes de la session de juin 2010 et le bulletin de l'école arabe (inventaire des documents déposés, documents n° 4 et 5), ces documents attestent de vos activités scolaires qui n'ont pas été remises en cause par le Commissariat général.*

*Au vu de ce qui précède, il y a lieu de conclure que le Commissariat général reste dans l'ignorance des motifs réels pour lesquels vous avez quitté votre pays d'origine. Dès lors, il n'est pas possible de conclure à l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, aliéna 2 de la Convention de Genève. De plus, le Commissariat général est d'avis que l'absence de crédibilité constatée ci-dessus dans votre chef empêche de prendre en considération une demande de protection subsidiaire dérivant des mêmes faits.*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

## **2. La requête**

2.1. La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. La requête souligne l'erreur manifeste d'appréciation et invoque la violation de l'article 1 A de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 (ci-après dénommée « la Convention de Genève ») ainsi que des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »).

2.3. La partie requérante joint à sa requête un rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés intitulé « *les principes directeurs sur la protection internationale du 28 avril 2004 : demandes d'asile fondées sur la religion au sens de l'article 1A(2) de la Convention de Genève et/ou du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés* », du 28 avril 2004, un rapport sur la situation des droits de l'homme au Togo, établi par la ligue togolaise des droits de l'homme en 2004 et la carte d'identité scolaire de F.K. . Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent des nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1er, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980, elles sont produites utilement dans le cadre des droits de la défense, dans la mesure où elles étayent la critique de la partie requérante à l'égard de la décision attaquée. Elles sont, par conséquent, prises en considération.

2.4. Dans le dispositif de sa requête, la partie requérante sollicite, à titre principal, la réformation de la décision du Commissaire adjoint dont recours et la reconnaissance de la qualité de réfugié, à titre subsidiaire, le bénéfice de la protection subsidiaire.

## **3. Discussion**

3.1. En ce que le moyen est pris d'une erreur manifeste d'appréciation, le Conseil rappelle à titre liminaire que lorsqu'il statue en pleine juridiction, comme en l'espèce, sa compétence ne se limite pas à une évaluation marginale de l'erreur manifeste d'appréciation, mais il procède à un examen de l'ensemble des faits de la cause. Il examine donc si la décision est entachée d'une erreur d'appréciation et non pas uniquement d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.2. La partie requérante développe essentiellement son argumentation sous l'angle de l'application de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Elle sollicite aussi le statut de protection visé à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 mais ne développe aucun argument

pertinent et détaillé sous l'angle de cette disposition. Le Conseil en conclut qu'elle fonde sa demande sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître le statut de réfugié et que son argumentation au regard de la protection subsidiaire se confond avec celle qu'elle développe au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil examine donc les deux questions conjointement.

3.3. La décision entreprise estime que les faits invoqués par la partie requérante ne ressortissent pas au champ d'application de la Convention de Genève. En ce qui concerne le risque réel de subir des atteintes graves, le Commissaire adjoint estime que la crainte du requérant repose sur des déclarations imprécises, incohérentes et divergentes et que dès lors son récit ne permet pas d'établir l'existence d'un risque réel de subir des atteintes graves. Elle relève, en outre, l'absence d'élément concret permettant de prouver que le requérant serait actuellement recherché au Togo et l'absence de démarche de sa part en vue d'obtenir une protection effective de l'Etat togolais.

3.4. La partie requérante, quant à elle, reproche au Commissaire adjoint une erreur manifeste d'appréciation pour ne pas avoir tenu compte de l'état d'esprit, de la personnalité, du vécu et de la situation de tension à laquelle le requérant se trouvait confrontée. La requête souligne que les menaces de mort qu'il a reçues doivent être considérées comme des persécutions. De plus, la partie requérante défend l'idée de la persécution pour un motif religieux dans la mesure où le requérant ne se serait pas conformé aux pratiques religieuses du père de son amie. Enfin, le requérant était dans l'impossibilité de s'installer ailleurs au Togo ou de solliciter la protection de ses autorités.

3.5. Pour sa part, le Conseil estime d'une part, que les faits allégués en relation avec l'attitude du père du requérant, à les supposer établis, ne sont pas de nature à justifier une crainte de persécution ou à établir l'existence d'un risque réel de subir une atteinte grave en cas de retour au Togo.

3.6. En ce qui concerne la crainte de persécution ou le risque réel d'encourir des atteintes graves émanant de la famille de l'amie du requérant, à supposer les faits établis et indépendamment de la question de leur rattachement à l'un des critères visés à l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève, la demande ne ressortit, en toute hypothèse, pas au champ d'application des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. En effet, conformément à l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève, auquel renvoie l'article 48/3, §1er de la loi du 15 décembre 1980, le réfugié est une personne « [...] qui ne peut ou, du fait de [sa] crainte, ne veut se réclamer de la protection de [son] pays ». De même, l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la protection subsidiaire est accordée à l'étranger « [...] qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de [son] pays ».

3.6.1. En l'occurrence, il n'est pas contesté que l'agent de persécution ou d'atteinte grave que dit redouter le requérant n'est pas un agent étatique, car il s'agit de la famille de son amie et du groupement maraboutiste dont elle ferait partie. La question qui se pose est donc celle de l'accès à une protection au sens de l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980.

Cette disposition se lit comme suit :

« § 1er Une persécution au sens de l'article 48/3 ou une atteinte grave au sens de l'article 48/4 peut émaner ou être causée par :

- a) l'Etat;
- b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire;
- c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder la protection prévue au § 2 contre les persécutions ou les atteintes graves.

§ 2. La protection peut être accordée par :

- a) l'Etat, ou
- b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire.

*La protection, au sens des articles 48/3 et 48/4, est généralement accordée lorsque les acteurs visés à l'alinéa 1er prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constitutifs de persécution ou d'atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection ».*

3.6.2. Il convient donc d'apprécier si, à supposer les faits établis, la partie requérante démontre que l'Etat togolais ne peut ou ne veut accorder une protection contre les persécutions et atteintes graves dont elle prétend être victime. Il convient plus précisément d'apprécier si cet Etat prend des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves décrites par le requérant, en particulier s'il dispose d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constitutifs de persécution ou d'atteinte grave et si le demandeur a accès à cette protection.

3.6.3. En l'espèce, la partie requérante soutient que les autorités de son pays ne sont pas en mesure de prendre des dispositions raisonnables et sincères pour éviter la persécution ou l'atteinte grave dont est victime le requérant, que l'adhésion du père de son amie à un groupement maraboutiste ne peut que laisser croire que celui-ci fera appel à l'assistance des membres du groupement pour venger l'honneur de sa fille et que la justice risque de réprimer le requérant de façon démesurée pour avoir eu des relations sexuelles avec une mineure. Ces affirmations, non documentées en l'espèce, ne suffisent pas à démontrer que l'acteur visé à l'article 48/5, § 1<sup>er</sup>, a), *in casu* l'Etat togolais, ne peut ou ne veut pas accorder au requérant une protection. Plus précisément encore, il n'est pas démontré que l'Etat togolais ne prend pas des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, en particulier qu'il ne dispose pas d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner de tels actes ou que le requérant n'a pas accès à cette protection.

3.6.4. En conséquence, une des conditions de base pour que la demande du requérant puisse relever du champ d'application de l'article 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 fait défaut.

3.7. Les pièces jointes à la requête n'énervent en rien la conclusion tirée plus haut. D'une part, le rapport de l'UNHCR du 28 avril 2004, qui concerne l'interprétation des termes de la Convention de Genève, n'autorise pas une autre lecture de l'article 48/5, § 2 de la loi du 15 décembre 1980 et de son application au cas d'espèce. La carte d'identité scolaire de l'amie du requérant ne contient pas davantage d'indication concernant la possibilité pour le requérant d'avoir accès à une protection de ses autorités. Enfin, le rapport concernant la situation des droits de l'homme au Togo, établi par la ligue togolaise des droits de l'homme en 2004, outre son ancienneté, concerne l'évocation en termes généraux d'une situation de tension dans le pays mais ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays a des raisons de craindre d'y être persécuté, ni qu'il encourt un risque d'y être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Il ne démontre pas davantage que les autorités ne prendraient pas des mesures raisonnables pour prévenir ou sanctionner les violences privées que prétend redouter le requérant.

3.8. Pour le surplus, la partie requérante a déposé à l'appui de la demande d'asile, outre les trois pièces visées plus haut, les documents suivants : une copie de sa carte d'identité, un jugement supplétif d'acte de naissance, un certificat de nationalité et deux relevés de note, ces pièces permettent d'établir l'identité et la nationalité du requérant mais ne contiennent pas d'élément d'information de nature à contredire la conclusion tirée au paragraphe 3.6.4.

3.9. Au vu de ce qui précède, il apparaît donc que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

## **Article 1**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

**Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le douze octobre deux mille dix par :

M. S. BODART, président,

Mme L. BEN AYAD, greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

S. BODART